

Solidarité & Progrès

www.solidariteetprogres.org – Tél. 06 18 73 25 87

Arrêter la fermeture de la radiothérapie à Argenteuil. La santé n'est pas un luxe

Communiqué de Christine Bierre, porte-parole de Solidarité & Progrès à Argenteuil

Je joins ma voix à celle des élus et des responsables politiques argenteuillais qui ont protesté vivement contre la décision du tribunal administratif de Cergy d'ordonner, une fois de plus, la fermeture du service de radiothérapie de l'hôpital d'Argenteuil – le seul public dans le Val d'Oise – sous prétexte que les consultations sur trois ans n'auraient pas atteint le seuil critique de 600 pour pouvoir se maintenir, mais seulement 575 ! Solidarité & Progrès s'engagera au côté de ceux qui combattent cette fermeture.

Je note aussi la déclaration de M. Philippe Doucet, député-maire d'Argenteuil, annonçant sa volonté de poursuivre le combat mené depuis 3 ans contre cette fermeture, et j'approuve son appel à un combat au-delà des clivages partisans sur cette question. Je note également que l'ancien député, M. Mothron déclare « qu'il se battra jusqu'au bout ».

Je tiens cependant à souligner que ces fermetures sont la conséquence d'une politique d'austérité imposée depuis des années au secteur de la santé, politique qui continuera puisque M. François Hollande vient d'annoncer le gel absolu des dépenses publiques sur 3 ans, sauf dans trois secteurs, dont la santé ne fait pas partie. Il vient d'annoncer aussi la ratification à l'automne du Pacte budgétaire (TSCG), qui soumet la France à une austérité brutale conduite depuis Bruxelles, sous prétexte d'équilibre budgétaire.

Pourtant, je n'ai pas encore vu de protestations de M. Doucet contre cette politique nationale qui se traduira pas beaucoup d'autres coupes, ni même de M. Mothron, contre ces politiques qui sont dans la parfaite continuité de celles de M. Sarkozy et que l'UMP continue à défendre.

Solidarité & Progrès l'a dit tout au long de la campagne des législatives : on ne peut pas à la fois renflouer les établissements bancaires en faillite comme nos gouvernements continuent à le faire et maintenir nos dépenses économiques et sociales. C'est la raison pour laquelle nous exigeons immédiatement l'arrêt des renflouements, la séparation totale entre banques de dépôts et banques d'affaires qui spéculent, prélude à une faillite ordonnée de celles qui ont joué au casino financier et perdu, et une relance de l'économie productive par des émissions de crédit productif public.

Pour tous renseignements :

Tél. 06 18 73 25 87

Courriel : cbierre@free.fr